



OXFAM
Canada



QUI S'EN OCCUPE ?

**POURQUOI LE CANADA A BESOIN D'UN
SYSTÈME PUBLIC DE SERVICES DE GARDE**

Qui s'en occupe ? Pourquoi le Canada a besoin d'un système public de services de garde

Mai 2019

© Oxfam Canada 2019

REMERCIEMENTS

Ce document a été rédigé par Diana Sarosi et Elly Adeland. De nombreuses collègues d'Oxfam ont donné leur avis et leur appui, notamment Lauren Ravon, Dana Stefov et Amanda Gomm. Oxfam Canada reconnaît la contribution inestimable de la coalition Un Enfant Une Place et en particulier des personnes présentées dans ce rapport: Adrienne Vicente, Brad, Deborah Schratte, Karen Nutarak, Kathy MacNeill, Tessa Lochhead, Sarah et Suzanne. Le rapport a été révisé par Morna Ballantyne, directrice générale d'Un Enfant Une Place; Martha Friendly, directrice générale du Childcare Resource and Research Unit; et Kathleen Lahey, professeure à la Faculté de droit et chercheuse nationale à l'Université Queen's.

Ce rapport a été traduit en français par Denis Côté.

Pour de plus amples renseignements sur les questions soulevées dans le présent document, veuillez écrire à info@oxfam.ca.

Oxfam est une confédération internationale de 19 organisations travaillant en réseau dans plus de 90 pays, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement et pour construire un avenir sans injustice ni pauvreté.

Veuillez écrire à l'un des organismes suivants pour plus d'informations, ou visitez le site Oxfam.ca.

Oxfam Amérique (www.oxfamamerica.org)
Oxfam Australie (www.oxfam.org.au)
Oxfam-en-Belgique (www.oxfamsol.be)
Oxfam Canada (www.oxfam.ca)
Oxfam France (www.oxfamfrance.org)
Oxfam Allemagne (www.oxfam.de)
Oxfam Grande-Bretagne (www.oxfam.org.uk)
Oxfam Hong Kong (www.oxfam.org.hk)
Oxfam IBIS (Denmark) (www.oxfamibis.dk)
Oxfam Inde (www.oxfamindia.org)
Oxfam Intermón (Spain) (www.intermonoxfam.org)
Oxfam Irlande (www.oxfamireland.org)
Oxfam Italie (www.oxfamitalia.org)
Oxfam Mexique (www.oxfamexico.org)
Oxfam Nouvelle-Zélande (www.oxfam.org.nz)
Oxfam Novib (Netherlands) (www.oxfamnovib.nl)
Oxfam Québec (www.oxfam.qc.ca)
Oxfam Brésil (www.oxfam.org.br)
Oxfam Afrique du Sud (www.oxfam.org.za)

SOMMAIRE

« NOUS PRENONS SOIN DES ENFANTS ET LES AIDONS À SE DÉVELOPPER, QU'EST-CE QUI POURRAIT ÊTRE PLUS IMPORTANT QUE CELA? »

— Tessa Lochhead, cofondatrice et codirectrice de l'école maternelle Pirurvik, et mère (Iqaluit, Nunavut)

Malgré toutes les données probantes soulignant les avantages des services de garde pour l'égalité économique des femmes, la croissance économique et le développement des enfants, de nombreux gouvernements ne reconnaissent pas la garde des enfants comme un bien public et n'y investissent pas les ressources adéquates. Les familles sont laissées à elles-mêmes pour couvrir des frais de garde coûteux, des millions de femmes sont tenues à l'écart de la population active, et la moitié des enfants dans le monde n'ont accès à aucune éducation préscolaire.¹

Les femmes au Canada fournissent presque deux fois plus de soins non rémunérés que les hommes,² ce qui a des répercussions financières et économiques considérables pour les femmes et la société en général. Les familles peinent à trouver des services de garde et les femmes sont obligées de faire des choix difficiles entre des services de garde dispendieux et leur carrière. La garde des enfants est l'un des secteurs d'emploi avec la plus grande concentration de femmes au Canada et les éducatrices de la petite enfance comptent parmi les travailleuses les plus sous-évaluées, ce qui se traduit par des taux de rétention bas, de faibles niveaux de satisfaction au travail et des pénuries de main-d'œuvre.³

Parvenir à un système de services de garde abordables, accessibles, de haute qualité et inclusifs pour toutes les familles du Canada est possible. Ce serait bon pour l'égalité des genres, pour l'économie et pour les enfants. Les services de garde publics sont l'un des meilleurs investissements que le gouvernement puisse faire pour s'assurer que le Canada soit plus inclusif, plus égalitaire et plus prospère. Les personnes qui défendent les services de garde ont longtemps plaidé pour que le gouvernement fédéral prenne un plus grand leadership et elles ont une feuille de route claire : un plan pour des services de garde éducatifs abordables pour tous.⁴ Il est temps pour les autorités fédérales de relever ce défi.

TROIS ASPECTS CLÉS D'UNE RÉFORME DES SERVICES DE GARDE

- 1 L'ABORDABILITÉ** : rendre les services de garde abordables grâce à des politiques garantissant des frais peu élevés et le plafonnement de ces frais.
- 2 L'ACCESSIBILITÉ** : augmenter la disponibilité des places en service de garde en offrant des services de garde publics autorisés et à but non lucratif.
- 3 LA QUALITÉ** : améliorer la qualité des services de garde en investissant dans la main-d'œuvre pour assurer des salaires décents et de bonnes conditions de travail.

POURQUOI IL EST JUDICIEUX D'OFFRIR DES SERVICES DE GARDE PUBLICS

C'est bon pour l'égalité des genres

Après un demi-siècle d'efforts pour réduire les écarts salariaux entre les genres, les progrès ont stagné au Canada. Les femmes gagnent toujours moins pour chaque dollar gagné par un homme.⁵ Cet écart augmente de manière significative pour les femmes les plus marginalisées, y compris les femmes de couleur (67 cents), les femmes immigrantes (71 cents), les femmes autochtones (65 cents) et les femmes vivant avec un handicap (54 cents).⁶ La participation des femmes au marché du travail reste de sept à neuf points de pourcentage inférieure à celle des hommes.⁷ En raison des responsabilités de soins non rémunérés qu'elles assument, bien plus de femmes que d'hommes sont coincées dans des emplois à temps partiel, saisonniers ou temporaires, qui sont généralement moins bien payés, offrent moins de sécurité d'emploi, fournissent moins de possibilités d'avancement et ne proposent pas de prestations de soins de santé. Près de 70 % des personnes qui travaillent à temps partiel et 60 % de celles qui gagnent le salaire minimum sont des femmes.⁸ En conséquence, les femmes devront travailler 14 ans de plus pour gagner le même montant que les hommes au cours de leur vie.



19.2 MILLIARDS \$

SI LES 670 000 FEMMES QUI TRAVAILLAIENT À TEMPS PARTIEL EN 2016 AVAIENT ÉTÉ EN MESURE DE TROUVER LE TRAVAIL À PLEIN TEMPS QU'ELLES VOULAIENT, ELLES AURAIENT RAPPORTÉ À LA MAISON UN MONTANT SUPPLÉMENTAIRE DE 19,2 MILLIARDS DE DOLLARS EN SALAIRES.⁹

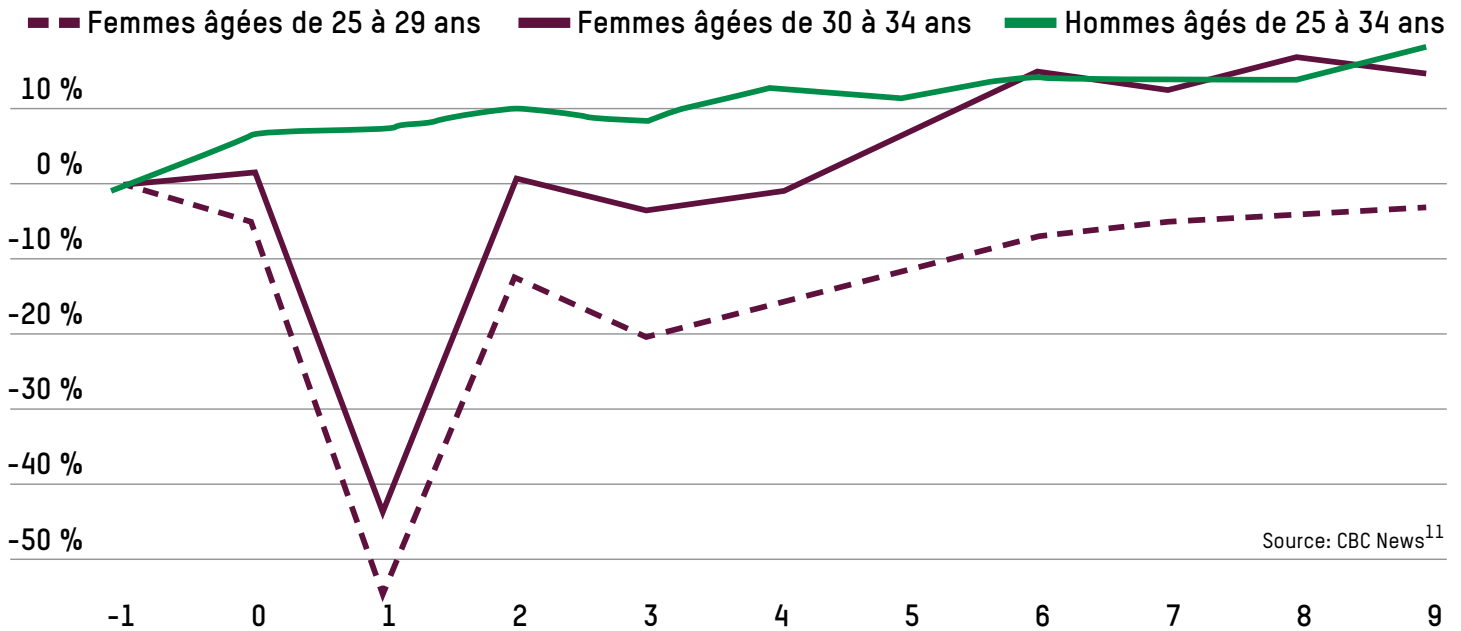
Plus de 33 % des femmes âgées de 25 à 34 ans ont un enfant de moins de six ans. Cela occasionne souvent des coûts considérables. Une récente étude menée par RBC Banque Royale a constaté que dans l'année suivant la naissance de leur premier enfant, les femmes âgées de 25 à 34 ans ont vu leurs revenus chuter de moitié par rapport aux femmes sans enfants. Elles ont aussi été pénalisées de manière substantielle sur le plan des revenus au cours des quatre années suivantes.¹⁰ Cette perte de revenus est plus prononcée et préjudiciable pour les femmes de moins de 30 ans parce que leur carrière n'est pas encore bien établie.

DES SERVICES DE GARDE ABORDABLES POUR TOUS AIDERAIENT LES FAMILLES ET LES ÉDUCATRICES DE LA PETITE ENFANCE. CELA PERMETTRAIT D'ÉTABLIR DES RÈGLES ET DES NORMES UNIVERSELLES, CE QUI EST BON POUR LES ENFANTS. MAIS CELA FAVORISERAIT ÉGALEMENT LA STABILITÉ DANS LE SECTEUR EN CONTRIBUANT À ATTIRER ET RETENIR DES PERSONNES QUI SE PASSIONNENT POUR CE TRAVAIL ET EN DIMINUANT L'EXPLOITATION DU PERSONNEL DES SERVICES DE GARDE. »

— Kathy MacNeill, prestataire de services de garde depuis plus de 20 ans et mère (Ottawa, Ontario)

Figure 1: L'écart des revenus entre les parents

Ce graphique montre l'écart, en pourcentage, entre ce que les hommes et les femmes avec enfants gagnent par rapport à ceux qui n'en ont pas, à chaque année après la naissance de leur premier enfant.



DANS NOTRE FAMILLE, NOUS DÉPASSONS À PEINE SUR LE SEUIL D'ADMISSIBILITÉ À UNE SUBVENTION ET LE COÛT DE LA VIE EST ÉLEVÉ. DES SERVICES DE GARDE À TEMPS PARTIEL SONT DONC TOUT CE QUE NOUS POUVONS NOUS PERMETTRE ET NOUS TRAVILLONS À TEMPS PARTIEL POUR ESSAYER DE JOINDRE LES DEUX BOUTS. »

Les femmes ont besoin de services de garde abordables pour être en mesure de poursuivre des occasions de travail décent. C'est essentiel pour renforcer la sécurité économique et l'égalité des femmes. Les résultats d'une récente enquête menée par Statistique Canada le soulignent.¹² Parmi les personnes interrogées, dont la majorité était des femmes, 36 % ont indiqué avoir eu de la difficulté à trouver un service de garde pour leurs enfants. Quand on leur a demandé quelle incidence cela avait eu sur leur famille, 40 % ont déclaré avoir dû modifier leurs horaires de travail, 33 % ont déclaré avoir dû travailler moins d'heures que souhaité, et plus de 25 % ont indiqué avoir dû retarder leur retour au travail.

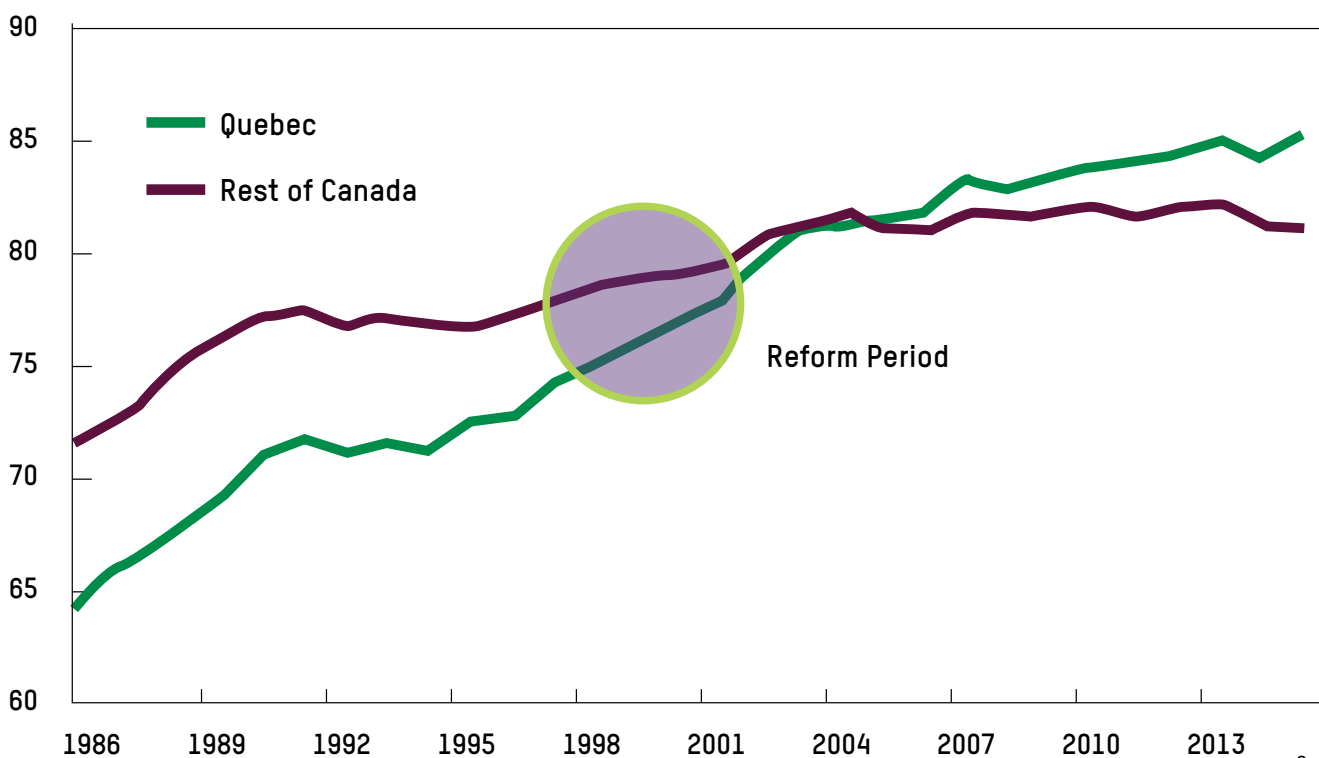
— Adrienne Vicente, mère, fille d'une aide familiale résidente et défenseure des droits de la communauté philippine des aides familiales (Ottawa, Ontario)

C'est bon pour l'économie

L'élimination des écarts de salaire et dans l'accès au marché du travail entre les genres représente un énorme potentiel de croissance économique pour le Canada. Selon une étude du McKinsey Global Institute, combler l'écart entre les genres pourrait ajouter de manière graduelle 150 milliards de dollars supplémentaires au PIB d'ici 2026, soit une augmentation de 0,6 % du PIB annuel. Cela représente une augmentation de 6 % par rapport aux prévisions de croissance du PIB basées sur le statu quo.¹³ Dans sa dernière étude économique du Canada, l'OCDE a constaté que l'écart entre les genres en matière d'emploi au Canada augmente en même temps que les frais de garde d'enfants. Il a aussi mis en évidence l'expérience du Québec comme preuve de l'impact positif des services de garde abordables sur la participation des femmes au marché du travail. Depuis la mise en œuvre de la réforme majeure des programmes de services de garde au Québec, à partir de 1997, la participation des femmes au marché du travail a augmenté plus rapidement que dans le reste du Canada et a contribué à la croissance économique du Québec.

Les données montrent que les services de garde publics sont financièrement abordables parce que l'augmentation de l'emploi parental génère plus de revenus fiscaux et entraîne une réduction des dépenses publiques pour l'aide sociale et d'autres programmes sociaux. Ils contribuent aussi à l'augmentation de la croissance et de la productivité, multipliant ainsi les effets des revenus. En 2017, le FMI a mené une étude portant sur les avantages de l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail pour la croissance de l'économie du Canada.¹⁵ Leurs calculs étaient fondés sur une réduction de 40 % des frais de garde d'enfants, avec le gouvernement fédéral qui paierait la différence aux prestataires, ce qui coûterait au gouvernement une somme estimée à 8 milliards de dollars. Ils ont constaté que cet investissement pourrait, par exemple, favoriser l'intégration de 150 000 mères au foyer avec de hauts niveaux d'éducation dans la population active, ce qui entraînerait une augmentation de deux points de pourcentage du PIB ou de 8 milliards de dollars, assez pour compenser le programme ou payer pour d'autres programmes qui feraient la promotion de l'égalité des genres.

Figure 2: Les taux de participation des femmes au marché du travail au Québec et dans le reste du Canada, pour les personnes âgées de 25 à 54 ans



Source: FMI¹⁴

FINANCEMENT AXÉ SUR L'OFFRE VS FINANCEMENT AXÉ SUR LA DEMANDE

« SEUL UN FINANCEMENT RÉGULIER PROVENANT DE L'ÉTAT EST EN MESURE DE GARANTIR L'ACCÈS ET LA QUALITÉ DE FAÇON ASSEZ ÉQUITABLE POUR TOUS LES GROUPES. »

— OCDE¹⁶

Le financement axé sur l'offre — un financement qui va directement à des programmes pour couvrir l'ensemble ou une partie des coûts de fonctionnement — met en évidence que les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants représentent un bien public, et il garantit que des comptes seront rendus au public pour la mise en œuvre de programmes de haute qualité. Le financement axé sur la demande — des avantages fiscaux, de l'argent comptant ou des chèques versés aux familles — suppose que le pouvoir d'achat garantit le choix des parents et renforce l'idée que les services d'apprentissage et de garde des jeunes enfants sont des marchandises qui peuvent se transiger sur le marché. Plusieurs études ont montré que les approches axées sur l'offre favorisent une qualité plus uniforme et une couverture supérieure.¹⁷ Les approches axées sur la demande ont tendance à être plus chères, moins accessibles, de qualité inférieure et plus inéquitables.

C'est bon pour les enfants

Les études, évaluations de programme et mesures de qualité au niveau international ont montré à maintes reprises que la participation à des services éducatifs et de garde à l'enfance a des effets positifs sur le développement cognitif, le développement du langage et le bonheur des enfants. Elle a aussi des répercussions à long terme sur leur éducation, leur emploi et leurs revenus.¹⁸ Mais la qualité des soins est cruciale, car des soins déficients peuvent avoir des effets à long terme sur le développement et l'apprentissage des enfants.

La qualité dépend d'une variété de facteurs : le programme utilisé, le ratio enfants-personnel, la taille des groupes, les ressources disponibles pour les éducatrices, et la manière dont les enfants d'origines différentes sont intégrés dans le groupe. Mais le facteur le plus important de la qualité est le personnel, y compris le niveau de formation et d'expérience des éducatrices de la petite enfance, la



qualité du leadership et du mentorat fournis par la direction et le personnel-cadre, et le taux de roulement du personnel. Pourtant, ces personnes sont parmi les travailleuses les moins bien payées et les moins valorisées, et le secteur souffre d'une grave crise de recrutement et de maintien en poste du personnel. Le Canada a besoin d'une stratégie de la main-d'œuvre pour s'attaquer aux mauvaises conditions de travail du personnel des services de garde afin d'assurer le respect de leurs droits et une qualité des soins améliorée.

« TOUT LE MONDE NE PEUT PAS SE PERMETTRE LE COÛT INITIAL D'UN PROGRAMME DE SOUTIEN SUBVENTIONNÉ. LES SERVICES DE GARDE ABORDABLES ET ACCESSIBLES AIDERAIENT TOUT LE MONDE, PEU IMPORTE LEUR SITUATION FINANCIÈRE. »

— Deborah Schratte, mère qui travaille (Vancouver, Colombie-Britannique)

LE BIEN-FONDÉ D'UNE APPROCHE UNIVERSELLE

Le système de services de garde d'enfants du Canada devrait être universel. Cela ne signifie pas un modèle unique obligatoire ou encore que les services de garde devraient nécessairement être gratuits. Cela ne veut pas dire non plus qu'un seul type de service de garde devrait être offert (c.-à-d. des programmes institutionnalisés, gérés par les gouvernements). L'universalité implique plutôt de rendre l'accès possible à tous les enfants pour lesquels les parents souhaitent trouver une place, sans discrimination fondée sur le revenu ou d'autres critères. Une approche universelle nécessite un système géré et financé par l'État, offrant un large éventail de services accessibles et complets fournis par des prestataires de services à but non lucratif et d'une manière qui est adaptée à aux besoins des familles.¹⁹

L'UNICEF propose les arguments suivants en faveur de la conception des services à la petite enfance comme des programmes universels plutôt que ciblant des groupes d'enfants particuliers :

- Les services à la petite enfance universels ont tendance à regrouper les enfants d'origines différentes plutôt que de renforcer la concentration des enfants désavantagés, ce qui est un moyen de prévenir l'exclusion sociale.
- Les services universels bénéficient habituellement d'un soutien plus durable et plus large du public, et suscitent une plus grande préoccupation du public pour la qualité.
- Des programmes ciblant uniquement le revenu ou le lieu géographique peuvent ne pas atteindre la plus petite proportion — mais souvent le plus grand nombre en chiffres absolus — des enfants en situation de vulnérabilité se situant à l'extérieur des cibles.
- Les systèmes universels peuvent quand même donner la priorité aux enfants défavorisés en octroyant des fonds supplémentaires aux services de garde qui desservent les enfants de familles à faible revenu ou les enfants ayant des besoins éducatifs particuliers.²⁰

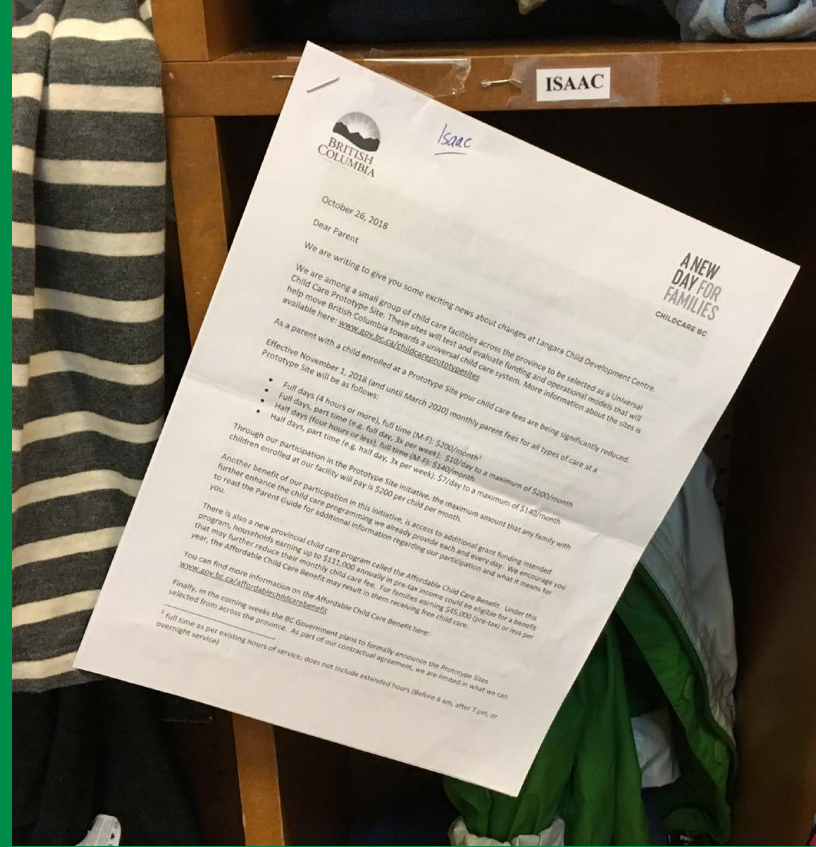
C'est bon pour les familles

Les frais de garde d'enfants au Canada sont parmi les plus élevés au niveau international, laissant aux familles le soin de se débrouiller pour essayer de joindre les deux bouts. Les frais de garde pour des nourrissons dans les régions les plus chères du Canada atteignent un tarif mensuel médian de plus de 1700 \$, et entre 1200 \$ et 1300 \$ pour les tout-petits et les enfants d'âge préscolaire.²¹ Les frais de garde d'enfants continuent également d'augmenter plus rapidement que l'inflation dans la plupart des régions. Même dans les zones rurales, les frais ne sont pas beaucoup plus bas que dans les villes avoisinantes.

LA FAMILLE MOYENNE EN ONTARIO CONSACRE PRÈS D'UN QUART DE SES REVENUS À LA GARDE DES ENFANTS.

Les frais de garde d'enfants sont considérés comme abordables s'ils comptent pour moins de 10 % du revenu familial ou moins de 30 % du revenu que le parent qui est principalement responsable des soins, généralement la mère, gagnerait si elle était employée.²² Mais la famille moyenne en Ontario dépense près du quart de son revenu familial pour la garde d'enfants, soit un peu plus du deux tiers des revenus potentiels du parent principalement responsable des soins. Il y a un besoin évident pour des services de garde financés par l'État afin de réduire ces pressions financières sur les familles, particulièrement les familles à faible revenu qui travaillent dur pour échapper à la pauvreté.

La disponibilité des places autorisées est un autre enjeu important pour les familles au Canada. Environ 776 000 enfants (soit 44 % de tous les enfants d'âge non scolaire) au Canada vivent dans un « désert de service de garde » — des communautés où on compte plus de trois enfants pour chacune des places offertes.²³ Quand les services de garde d'enfants sont offerts d'une manière purement basée sur le marché, les déserts en matière de services de garde ont tendance à augmenter. Voilà pourquoi un système de services de garde d'enfants planifié et géré par les pouvoirs publics est si important. Les familles devraient avoir accès à des services de garde là où ils vivent, peu importe où ils vivent.



RÉFLEXIONS DES GENS SUR LE TERRAIN :

DEBORAH SCHRATTER, mère qui travaille (Vancouver, Colombie-Britannique)

« LES ÉDUCATRICES DE LA PETITE ENFANCE SONT UNE EXTENSION DE NOTRE FAMILLE ET DE NOTRE COMMUNAUTÉ. ELLES FONT PARTIE D'UN RÉSEAU DE SOUTIEN INDISPENSABLE.

Les éducatrices de la petite enfance contribuent grandement à la croissance de nos enfants : veillant sur leur développement cognitif, cultivant leur curiosité grandissante et fournissant un soutien général au quotidien. Ils offrent aussi aux parents (surtout aux nouveaux parents) un soutien émotionnel additionnel et des conseils professionnels. C'est un choix difficile à faire pour un parent que de laisser son enfant avec quelqu'un d'autre, mais de savoir que mes enfants se retrouvent avec des personnes hautement qualifiées qui prennent soin de leur bien-être me réconforte beaucoup.

Quand j'ai su que nous avons été acceptés pour faire partie du programme pilote de garde d'enfants à 10 dollars par jour, j'ai vraiment eu l'impression que j'avais gagné

Photo D: Lettre donnée à tous les parents pour leur annoncer qu'ils faisaient partie d'un projet pilote offrant un service de garde à 10 \$.

une loterie. L'appui que des services de garde abordables apportent à une famille est incroyable. Ici, à Vancouver, je fais partie d'un ménage avec deux revenus, mais nous devons quand même planifier notre budget avec soin. Comme pour beaucoup d'autres personnes, ce n'est pas possible pour moi d'être une mère à temps plein, car nous courrions le risque de ne pas être en mesure de payer notre maison. L'accès à ce programme signifie que je peux offrir davantage à mes enfants - l'argent économisé va vers les épargnes pour payer de futurs frais de scolarité, les activités parascolaires et de la meilleure nourriture. Et ça nous donne une tranquillité d'esprit de savoir que nous avons un peu plus de flexibilité dans notre budget au cours de ces quatre premières années si importantes.

Lorsque le Canada a investi dans le secteur de la technologie, nous avons vu cette industrie et les professions connexes s'épanouir pour devenir quelque chose de plus grand pour le pays. Si nous injections plus d'argent dans les services de garde, vous verriez plus de gens talentueux être attirés par ce secteur. Les parents veulent élever leurs enfants de la meilleure façon possible. De la même manière, j'espère que notre gouvernement voit le potentiel de nos enfants. J'espère qu'il peut aider à développer davantage l'industrie des services de garde et qu'il verra la chose comme un investissement pour prendre soin des ressources les plus importantes que nous avons : notre communauté, y compris les parents, le personnel de soutien et les enfants. »

POURQUOI UN SYSTÈME PUBLIC DE SERVICES DE GARDE EST UNE BONNE CHOSE POUR LES ÉDUCATRICES DE LA PETITE ENFANCE

La garde des enfants est l'un des secteurs d'emploi avec la plus grande concentration de femmes au Canada : 97 % du personnel impliqué dans la garde d'enfants sont des femmes.²⁴ Ces emplois sont sous-évalués, ce qui réduit les taux de rétention et génère de faibles niveaux de satisfaction au travail et des pénuries de main-d'œuvre. Offrir des services de garde est la responsabilité des gouvernements provinciaux et territoriaux, et les politiques et règlements liés aux services de garde varient d'un endroit à l'autre. Peu de données sont actuellement disponibles pour évaluer et comparer les conditions de travail du personnel des services de garde à travers le pays, ce qui souligne encore davantage la façon dont ces travailleuses sont marginalisées.

Il y a deux types de personnel impliqué dans la garde d'enfants : le personnel de garde en milieu réglementé qui travaille dans des services de garde autorisés et des services de garde réglementés en milieu familial, et les

97 %

LA GARDE DES ENFANTS EST L'UN DES SECTEURS D'EMPLOI AVEC LA PLUS GRANDE CONCENTRATION DE FEMMES AU CANADA : 97 % DU PERSONNEL IMPLIQUÉ DANS LA GARDE D'ENFANTS SONT DES FEMMES.

1/4

UN QUART DU PERSONNEL TRAVAILLANT DANS DES SERVICES DE GARDE OU OFFRANT LA GARDE D'ENFANTS EN MILIEU FAMILIAL A BESOIN D'UN DEUXIÈME EMPLOI POUR JOINDRE LES DEUX BOUTS.

40 %

LES ÉDUCATRICES DE LA PETITE ENFANCE GAGNENT 40 % DE MOINS EN MOYENNE QUE LES FEMMES AVEC DES NIVEAUX SIMILAIRES D'ÉDUCATION TRAVAILLANT À PLEIN TEMPS DANS D'AUTRES SECTEURS.

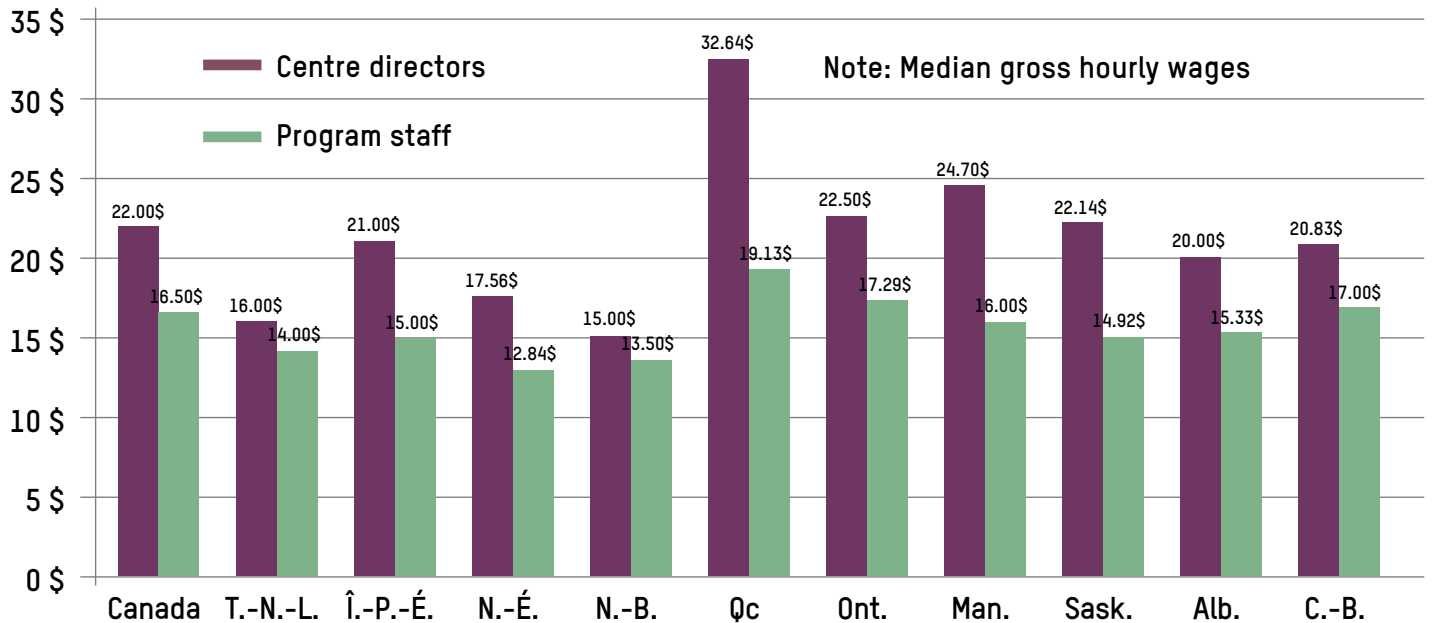
responsables de garde en milieu non réglementé. Cette deuxième catégorie comprend les responsables de garde en milieu non réglementé travaillant dans la maison de l'enfant, comme les nourrices, les jeunes filles au pair et les travailleuses domestiques, ainsi que les responsables de garde en milieu familial non réglementé travaillant dans leur propre domicile. Tant le personnel de garde en milieu réglementé que les responsables de garde en milieu non réglementé gagnent des salaires bas et n'ont souvent pas d'avantages sociaux. Elles ont aussi de mauvaises conditions de travail et jouissent d'une protection d'emploi limitée.

Le personnel des services de garde réglementés

Près de 90 % des éducatrices travaillant dans des services de garde au Canada ont terminé des études postsecondaires directement liées aux soins et à l'éducation de la petite enfance, le plus souvent un diplôme d'études collégiales de deux ans.²⁵ Pourtant, elles gagnent parmi les salaires les plus bas au Canada, soit près de 40 % de moins en moyenne que les femmes avec des niveaux similaires d'éducation travaillant à plein temps dans d'autres secteurs.²⁶

Les salaires sont d'environ 25 % supérieur dans les services de garde à but non lucratif par rapport aux garderies à but lucratif.²⁷ En 2011, l'année la plus récente pour laquelle des données sont disponibles, le salaire horaire médian pour le personnel en service de garde était de 16,50 \$, ce qui était généralement inférieur à un salaire de subsistance, et de nombreuses personnes gagnaient aussi beaucoup moins.²⁸ Ceci était particulièrement vrai pour le personnel travaillant à temps partiel ou dans les services de garde offerts avant et après les heures de classe à l'école. En effet, ces personnes reçoivent moins d'avantages sociaux et un salaire moins élevé, et elles ont de moins bonnes conditions de travail (c.-à-d. des contrats précaires, des quarts de travail fractionnés) que le personnel à temps plein.²⁹ Il n'est pas étonnant qu'un quart du personnel travaillant dans des services de garde ou offrant la garde d'enfants en milieu familial possède un deuxième emploi pour joindre les deux bouts, et que les services de garde réglementés aient des difficultés à recruter et retenir du personnel qualifié.³⁰

Figure 3: Salaires du personnel des services de garde à travers le Canada



Source: CSRHSGE³¹

UN SYSTÈME DE SERVICE DE GARDE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DEVRAIT FOURNIR UN CADRE DE DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL POUR LES ÉDUCATRICES DE LA PETITE ENFANCE AFIN QU'ELLES PUISSENT CONTINUER À APPRENDRE ET AMÉLIORER LEUR FORMATION. LES COURS D'ÉDUCATION DE LA PETITE ENFANCE SONT CHERS ET LA PLUPART DES EMPLOYÉES DES SERVICES DE GARDE SONT PAYÉES AU SALAIRE MINIMUM. IL EST DIFFICILE DE TROUVER L'ARGENT POUR POURSUIVRE VOS ÉTUDES DANS CE DOMAINE AFIN DE POUVOIR DONNER LE MEILLEUR AUX ENFANTS À VOTRE CHARGE. »

— Suzanne, responsable de garde en milieu familial (Calgary, Alberta)

LES GENS REGARDENT LES PERSONNES QUI S'OCCUPENT DE LA GARDE D'ENFANTS DE FAÇON DIFFÉRENTE, COMME SI NOUS ÉTIIONS D'UN STATUT INFÉRIEUR. NOUS SOMMES AU BAS DE L'ÉCHELLE, CE QUI EST PLUTÔT INQUIÉTANT PARCE QUE NOUS SOMMES LES PERSONNES QUI PRENNENT SOIN DE CES ENFANTS QUI SONT LA LUMIÈRE ET APPORTENT LA JOIE DANS LA VIE DES PARENTS. »

— Sarah, mère et responsable de garde en milieu familial (dans une région rurale de la Nouvelle-Écosse)

RÉFLEXIONS DES GENS SUR LE TERRAIN :

KATHY MACNEILL, éducatrice de la petite enfance depuis plus de 20 ans et mère (Ottawa, Ontario)

« L'ATTITUDE QUI PRÉVAUT DANS LA SOCIÉTÉ, C'EST QUE N'IMPORTE QUI PEUT FAIRE CE TRAVAIL, MAIS CE N'EST PAS LE CAS.

J'ai un diplôme de trois ans en orientation pour les jeunes et les enfants et je suis des cours de formation continue afin de rester à jour avec l'évolution du domaine. Prendre soin des enfants, c'est ce que je veux faire. C'est une aptitude particulière de pouvoir faire en sorte que les enfants me fassent confiance et créent des liens avec moi rapidement. J'aide à garder les tout-petits en bonne santé, heureux et épanouis, ce qui exige une grande variété de compétences.

Travaillant dans un secteur à prédominance féminine, nous voyons que nos compétences ne sont pas aussi valorisées ou rémunérées que celles qui sont prisées dans des domaines à prédominance masculine, même si nous avons le même niveau d'éducation. J'ai mon diplôme, mais je dois quand même commencer au salaire minimum. Toutefois, avec le même niveau de diplôme pour, disons,

une carrière dans la soudure, vous pouvez commencer à 20 \$ de l'heure et éventuellement gagner plus de 60 000 \$ par année.

Travailler en service de garde est difficile et stressant. L'instabilité d'emploi est commune (peut-être que vous aurez un emploi cet été, peut-être pas). La sécurité physique dans certains centres peut être problématique (ce ne sont pas tous les espaces dans un service de garde qui sont sans danger) et les parents peuvent prendre le contrôle de votre environnement de travail, ce qui peut être intimidant, vous faire sentir mal à l'aise et vous empêcher de faire votre travail.

C'est une véritable carrière et je n'ai jamais envisagé de faire autre chose. C'est une vocation. Au bout du compte, les personnes auxquelles j'essaie vraiment de plaire et celles qui comptent vraiment sont les tout-petits avec lesquels je passe la journée.

Si un système de services de garde abordables pour tous était adopté à l'échelle fédérale, cela viendrait valider l'importance de ce domaine de travail. Les parents seraient en mesure de choisir leur service de garde en fonction des besoins de leur enfant et non pas de leur portefeuille.»



UNE ÉTUDE DE 2007 A ESTIMÉ UNE PÉNURIE DE 4800 ÉDUCATRICES POUR POURVOIR DES POSTES DANS LES SERVICES DE GARDE OFFERTS DANS DES CENTRES.

Outre les bas salaires, la plupart des membres du personnel des services de garde n'ont pas accès à des prestations de soins de santé, des congés de maladie payés, des congés personnels ou des jours de vacances au-delà du minimum imposé par la loi. Cela est particulièrement vrai pour les personnes qui travaillent à temps partiel et dans des garderies à but lucratif.³² En général, les salaires n'augmentent pas avec les années d'expérience et les éducatrices travaillant dans des centres ont peu de possibilités d'avancement professionnel. Plusieurs provinces exigent le développement professionnel, mais il est relativement coûteux, et il y a peu d'incitations pour les éducatrices des services de garde de poursuivre ces occasions dans la mesure où elles n'entraînent pas de

hausse de salaire ou d'avancement professionnel.³³ En fin de compte, les mauvaises conditions de travail mènent à un taux élevé d'épuisement professionnel et de démoralisation, ce qui exacerbe la crise de rétention du personnel dans le secteur.³⁴

Une étude de 2007 a estimé qu'il y avait une pénurie de 4800 éducatrices de la petite enfance pour les postes à combler dans les services de garde.³⁵ La demande a continué à augmenter depuis et la pénurie s'est fort probablement aggravée, incitant les employeurs à embaucher des personnes moins qualifiées pour pourvoir les postes vacants.³⁶ Les travailleuses non qualifiées sont souvent confrontées à des conditions encore plus mauvaises, comme de longues heures de travail et des quarts de travail fractionnés. Elles ont aussi tendance à recevoir des salaires plus bas et moins d'avantages sociaux.³⁷

Comme dans d'autres secteurs, la syndicalisation donne aux travailleuses le pouvoir de négocier de meilleures conditions de travail. Les services de garde syndiqués ont tendance à avoir des salaires plus élevés et d'autres avantages sociaux, comme l'assurance-vie ou l'assurance-invalidité, des jours de congé de maladie payés ou des congés personnels, des prestations complémentaires de maternité, un fonds de pension ou des cotisations à un REER.



RÉFLEXIONS DES GENS SUR LE TERRAIN :

ADRIENNE VICENTE, parent, fille d'une aide familiale résidente, et défenseure des droits de la communauté philippine des aides familiales (Ottawa, Ontario)

« MES PARENTS SONT PARTIS DES PHILIPPINES POUR VENIR AU CANADA À LA FIN DES ANNÉES 1970. ILS VOULAIENT TRAVAILLER VRAIMENT DUR ET TOUT FAIRE POUR NOUS DONNER UNE VIE MEILLEURE. MA MÈRE EST DEVENUE UNE AIDE FAMILIALE RÉSIDENTE. DANS CET ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL, VOUS NE POUVIEZ PAS VOUS PLAINDRE DE VOS CONDITIONS DE TRAVAIL À VOTRE EMPLOYEUR. »

Certaines aides familiales ont déjà été confrontées à des conditions difficiles dans le passé, ce qui a contribué à normaliser ce type d'expérience pour elles. Les passeports sont parfois confisqués et parfois il y a des abus, mais vous avez trop peur d'aller à la police de peur d'être renvoyée,

ou parce que vous ne connaissez pas vos droits. Les aides familiales résidentes sont souvent isolées et ont peut-être un seul jour de congé par semaine. C'est difficile dans ces conditions de pouvoir en apprendre davantage sur les options et les ressources auxquelles elles pourraient avoir accès auprès d'organismes chargés de l'établissement ou du type de travail qu'ils font.

Les aides familiales doivent démontrer un grand nombre de compétences (éducation, langue et expérience), mais ce n'est que récemment que nous avons été assurés qu'elles reçoivent au moins le salaire minimum. Cependant, leurs salaires ne correspondent pas aux exigences de leur emploi et ne compensent certainement pas la grande charge de travail émotionnel qui entre dans ce type d'emploi.

Les aides familiales résidentes sont loin de leur famille et sont confrontées à l'intégration sociale en tant que nouvelles arrivantes. Elles doivent en même temps prendre soin d'une famille étrangère au-delà du simple nettoyage de la maison et de la préparation des repas des enfants. Ces travailleuses s'occupent entièrement des enfants pendant que les parents sont absents. Les enfants grandissent avec leurs aides familiales. Ils se confient à elles et partagent des expériences qu'ils ne partagent pas avec leurs parents. Toutefois, lorsqu'on parle des salaires, ceux-ci ne sont pas à la hauteur des responsabilités, particulièrement quand vous considérez que les aides familiales doivent aussi soutenir leur propre famille dans leur pays d'origine. »

Les responsables de garde en milieu non réglementé

Environ 30 % des personnes responsables de la garde d'enfants au Canada travaillent dans des maisons privées.³⁸ Cela comprend les nourrices, les jeunes filles au pair et les travailleuses domestiques qui travaillent à temps plein ou à temps partiel et qui vivent soit dans le domicile de leur employeur ou ailleurs. Parce qu'elles ne sont pas assujetties aux cadres réglementaires, les responsables de la garde d'enfant en milieu non réglementé chevauchent la ligne entre travail formel et informel. Il y a aussi très peu de recherche et de données disponibles sur ces travailleuses et leurs conditions de travail.³⁹

Une partie significative des responsables de garde en milieu non réglementé au Canada sont des travailleuses migrantes. Le Canada est l'un des rares pays à offrir des dispositions en vertu des lois sur l'immigration pour les personnes migrantes qui envisagent de travailler dans la prestation de soins, et plus de 5 500 travailleuses migrantes viennent au Canada chaque année.⁴⁰ Les aides familiales sont sélectionnées par les employeurs et reçoivent un permis de travail qui est exclusivement lié à cet employeur, ce qui rend la possibilité de quitter l'employeur difficile. Souvent les gens qui emploient des travailleuses migrantes comme aides familiales ne respectent pas la réglementation du travail ou les clauses dans leurs contrats de travail concernant les heures de travail, les salaires et les congés. Cependant, les aides familiales migrantes vont rarement contester les pratiques de leurs employeurs parce qu'elles craignent de perdre leur emploi et de ne pas être en mesure d'en obtenir un autre sans une référence de leur employeur. Elles peuvent aussi craindre que la perte d'emploi puisse compromettre leurs chances de devenir résidentes permanentes du Canada.⁴¹ Les défenseuses des droits des travailleuses migrantes se sont réjouies de la récente décision du gouvernement canadien de fournir des permis de travail ouverts pour les aides familiales et de rétablir une voie d'accès à la résidence permanente.

Il existe de nombreux rapports bien documentés décrivant les abus et l'exploitation des aides familiales résidentes par les employeurs et les recruteurs au Canada.⁴² Une étude réalisée par le ministère de la Justice du Canada a constaté que beaucoup d'aides familiales résidentes ont enduré le travail forcé et des pratiques ressemblant à de l'esclavage.⁴³ Le cas d'« EVA », documenté par la clinique

Parkdale Community Legal Services de Toronto, offre un bon exemple : Eva travaillait environ 150 heures par semaine, mais n'était payée que pour 44 heures par son employeur. Même si Eva savait que ses droits avaient été violés, elle croyait qu'elle n'avait pas d'autre choix que de continuer à travailler pour l'employeur parce qu'elle était au Canada en vertu d'un permis de travail restrictif qui lui interdisait de travailler pour quelqu'un d'autre.⁴⁴

En plus d'être physiquement et mentalement épuisées, les aides familiales confinées au domicile de leur employeur peuvent se sentir isolées du reste de la société. Pour celles qui vivent au domicile de l'employeur, il n'y a souvent pas de frontière claire entre les heures de travail et le temps libre. Même pour les aides familiales qui ne vivent pas au domicile de leur employeur, les longues heures et l'isolement au travail peuvent produire des effets similaires. Bien qu'il n'y ait pas d'exigence au Canada stipulant que les aides familiales migrantes qui prennent soin des enfants doivent habiter chez leur employeur, de nombreux employeurs préfèrent les aides familiales résidentes, car ils peuvent exercer plus de contrôle sur elles.

Une analyse comparative des politiques publiques à l'égard des aides familiales responsables de la garde d'enfants à domicile en Australie, au Canada et au Royaume-Uni a constaté que « l'absence de réglementation concernant les aides familiales responsables de la garde d'enfants à domicile est particulièrement frappante au Canada. »⁴⁵ La garde d'enfant non réglementée au Canada demeure fermement dans le domaine privé et informel, en dehors du cadre réglementaire qui couvre les services éducatifs et de garde à l'enfance. Cela rend les travailleuses vulnérables et pratiquement sans recours juridique face à des abus. Les défenseuses des droits des travailleuses domestiques ont longtemps plaidé pour que le Canada adopte la Convention 189 de l'Organisation internationale du travail qui définit les droits fondamentaux des travailleuses domestiques, y compris les conditions d'emploi, pour les protéger des abus.⁴⁶

UNE FEUILLE DE ROUTE POUR DES SERVICES DE GARDE ABORDABLES POUR TOUT LE MONDE

JE PENSE QUE L'ÉDUCATION DU PUBLIC SUR LES SERVICES DE GARDE SERA IMPORTANTE AFIN D'ENCOURAGER LES PERSONNES SANS ENFANTS, OU ENCORE LES AÎNÉS AVEC DES ENFANTS ADULTES, À SOUTENIR CE PROJET. EN CE MOMENT, TOUT LE MONDE DOIT ALLOUER PAYER DES TAXES POUR LES ÉCOLES, MAIS L'ÉDUCATION EST OBLIGATOIRE; LES SERVICES DE GARDE NE SONT PAS ENCORE VALORISÉS DE LA MÊME FAÇON. »

— Suzanne, responsable de service de garde en milieu familial (Calgary, Alberta)

Investir dans les services de garde n'est pas seulement la bonne chose à faire pour faire progresser l'égalité des genres, c'est l'un des meilleurs investissements que le gouvernement peut faire pour s'assurer que le Canada soit plus inclusif, plus égalitaire et plus prospère. Les données sont claires : si le Canada n'assure pas l'égalité d'accès à des services de garde abordables, les progrès en vue de combler le fossé entre les genres vont s'enliser et la croissance économique du Canada sera freinée. Le Canada peut se permettre d'investir dans un système public de services, et c'est dans notre intérêt à toutes et tous.

L'approche du Canada en matière de services de garde

L'OCDE, l'OIT, le FMI⁴⁷ et la Banque mondiale ont décrit le manque de services de garde accessibles et abordables comme étant « l'un des plus grands obstacles à la participation des femmes au marché du travail » et ont critiqué le faible investissement du Canada dans l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.⁴⁸ Par rapport à ses pairs de l'OCDE, le Canada vient au dernier rang dans les dépenses publiques pour les services éducatifs et de garde à l'enfance, avec seulement 0,3 % du PIB, ce qui est bien en dessous de la référence internationale de 1 % du PIB.⁴⁹

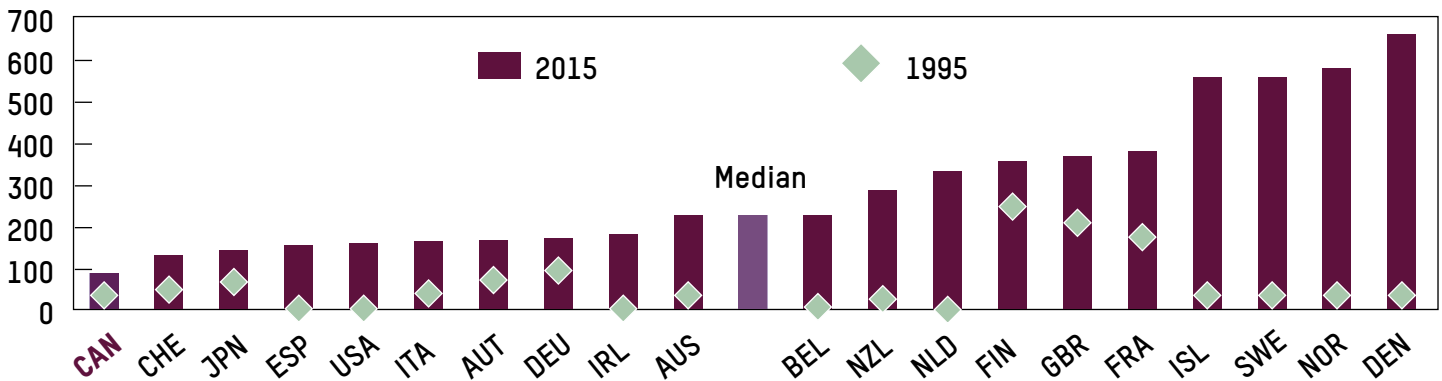
Au fil des ans, le gouvernement fédéral canadien a adopté une approche de financement axé sur la demande en matière de services éducatifs et de garde à l'enfance et a laissé aux provinces et aux territoires le loisir de décider comment ils dépensent les transferts sociaux.⁵⁰

En 2006, le gouvernement conservateur a créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), une allocation mensuelle imposable de 100 \$ par enfant versée à chaque famille pour les enfants de moins de six ans (par la suite augmentée à 160 \$ par enfant pour les enfants de moins de six ans et bonifiée d'un montant supplémentaire de 60 \$ par enfant pour les enfants de 6 à 17). La PUGE n'a pas vraiment contribué à améliorer l'accès aux services de garde et la participation des femmes au marché du travail.⁵¹

En 2016, le gouvernement libéral a remplacé la PUGE par l'Allocation canadienne pour enfants (ACE), un montant mensuel non imposable versé aux familles admissibles pour les aider à subvenir aux besoins de leurs enfants. L'allocation offre aux familles ayant des revenus de moins de 30 000 \$ jusqu'à concurrence de 6400 \$ par enfant de moins de six ans et 5400 \$ par enfant jusqu'à l'âge de 17 ans. En 2017, le gouvernement a prévu 7,5 milliards de dollars sur 11 ans pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et lancé le Cadre multilatéral d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, qui définit pour les provinces et territoires les grands paramètres sur la façon de dépenser les transferts pour les services de garde d'enfants. Cependant, il manque dans ce cadre des objectifs clairs, des échéanciers et des exigences robustes en matière de reddition de compte pour les provinces et territoires. Bien que l'Allocation canadienne pour enfants a eu des impacts positifs dans la réduction de la pauvreté des enfants, elle n'a pas fourni les incitatifs nécessaires pour permettre aux femmes de travailler et n'a pas réduit la pression financière des frais de garde pour les familles.⁵² En fait, le FMI a conclu qu'elle sert à dissuader les femmes de travailler. En 2018, un tiers des femmes âgées de 25 à 34 ans travaillaient à temps partiel pour s'occuper d'enfants, malgré leur souhait de travailler à temps plein.⁵³

Figure 4: OECD Economies Public Spending on Early Childhood Education and Care

(Per head, at constant prices (2005) and constant PPPs (2005), in US dollars)



Le Québec se démarque au Canada en tant que première et seule province à introduire un programme de garde d'enfants largement financé par l'État. Le programme universel et abordable pour l'accès aux services de garde à l'enfance, mis en place en 1997, visait à rendre les services de garde plus accessibles et abordables, améliorer le développement de la petite enfance et permettre aux femmes d'intégrer le marché du travail, augmentant ainsi l'assiette fiscale du gouvernement provincial. Depuis que le programme a été établi, le Québec a vu le taux d'activité des femmes de 24 à 44 ans dans la population active rémunérée atteindre 85 %, le taux le plus élevé au monde.⁵⁴ L'augmentation a été particulièrement marquée pour les mères d'enfants de cinq ans ou moins, le taux étant passé de 64 % en 1997 à 80 % en 2016. Dans le reste du Canada, le même groupe démographique n'a connu qu'une augmentation de 4 % au cours de cette période. Les recettes fiscales supplémentaires liées à l'augmentation de la participation des femmes au marché du travail ont permis de compenser le coût du programme pour l'État. Un défi auquel ce programme doit encore faire est de pouvoir répondre à la demande : il n'y a pas suffisamment de places en services de garde subventionnés par le gouvernement pour tous les parents qui en veulent une. Moins de 45 % des enfants du Québec ont une place dans des services de garde à but non lucratif, appelés « centres de la petite enfance (CPE) » ou de services de garde réglementés en milieu familial. Ce sont les garderies à but lucratif qui comblent de plus en plus le vide créé par le manque de places. Bien que les parents reçoivent un remboursement d'impôt lorsqu'ils utilisent les garderies à but lucratif, le niveau de qualité est plus faible que dans les CPE.⁵⁵

Au cours de la dernière année, la province de la Colombie-Britannique a pris des mesures pour mettre en œuvre des services de garde de grande qualité, abordables et universels en lançant un programme pilote qui offre des

services de garde à 10 \$ par jour. C'est en grande partie le résultat d'un plaidoyer mené par la Coalition des défenseurs des services de garde (Coalition of Child Care Advocates) de la Colombie-Britannique. La campagne a démontré comment l'organisation au niveau communautaire, la formation de coalitions et le plaidoyer stratégique peuvent parvenir à mobiliser le soutien du public et des décideuses et décideurs politiques en faveur des services de garde.

Le Plan pour des services de garde éducatifs et abordables pour tous

Les personnes qui défendent les services de garde à travers le monde tentent de pousser les gouvernements à reconnaître la valeur des services éducatifs et de garde à l'enfance pour l'ensemble de la société et à les reconnaître comme un bien public. Ici au Canada, une vaste coalition de militantes et militants pour les services de garde et pour l'égalité des genres ont uni leurs forces et développé le Plan pour des services de garde éducatifs et abordables pour tous.⁵⁶ Ce plan demande au gouvernement fédéral de partager la responsabilité de veiller à ce que tous les enfants au Canada, peu importe où ils vivent, leur capacité, leur situation familiale ou leur culture - aient accès à des services éducatifs et de garde à l'enfance de bonne qualité et accessibles.

Un système de services de garde d'enfants financés par l'État ne se construit pas du jour au lendemain. Cela exige un plan à long terme et des investissements avec

RÉFLEXIONS DES GENS SUR LE TERRAIN :

BRAD, papa célibataire ayant une garde partagée (Gatineau, Québec)

« AU QUÉBEC, NOUS PAYONS DES IMPÔTS PARI MI LES PLUS ÉLEVÉS EN AMÉRIQUE DU NORD, MAIS NOUS AVONS AUSSI DE MEILLEURS RÉSULTATS POUR CETTE RAISON. SI VOS ENFANTS PASSENT PRESQUE LA MOITIÉ DE LEURS JOURNÉES DANS UN SERVICE DE GARDE, ET AVEC DES ÉDUCATRICES DE LA PETITE ENFANCE, VOUS NE VOULEZ PAS QUE CES ÉDUCATRICES SOIENT PRÉOCCUPÉES PAR L'INSÉCURITÉ DE LEUR EMPLOI OU VIVENT DU STRESS LIÉ À L'INSTABILITÉ FINANCIÈRE. CES PERSONNES CONTRIBUENT À FAÇONNER LES ESPRITS ET LES EXPÉRIENCES DE NOS ENFANTS À UN TRÈS JEUNE ÂGE. NOUS VOULONS QU'ELLES PUISSENT SE CONCENTRER SUR LES ENFANTS SANS ÊTRE DISTRAITES. IL EST IMPORTANT DE GARDER CES ÉLÉMENTS À L'ESPRIT LORSQU'ON PENSE À LA GARDE DES ENFANTS. »



Les papas, et surtout les papas célibataires, doivent intensifier leurs efforts et s'exprimer davantage aussi — le gouvernement ne valorisera pas les services de garde tant que la population ne le fera pas elle-même. »

des indicateurs et des échéanciers clairs. Le Plan pour des services de garde éducatifs et abordables pour tous demande un investissement fédéral d'un milliard de dollars en 2020, et des hausses subséquentes d'un milliard de dollars par année pendant dix ans. Il demande au gouvernement fédéral de travailler avec les provinces et les territoires pour régler les questions d'abordabilité, d'accessibilité et de qualité. Cela nécessitera une expansion significative des services publics et des services à but non lucratif, des fonds pour subventionner le fonctionnement tout en fixant les tarifs, et une stratégie de la main-d'œuvre pour améliorer les conditions de travail et donc la qualité du service. Le plan souligne aussi l'importance de travailler avec les leaders et les communautés autochtones pour développer et soutenir des services éducatifs et de garde à l'enfance pour les enfants autochtones.

Des services de garde publics permettant d'assurer l'accessibilité, l'abordabilité et la qualité pour toutes les familles canadiennes sont à portée de main. Cela exige un leadership politique, la collaboration avec les

provinces et les territoires, et des investissements à long terme. Comme les données le montrent clairement, les avantages financiers et sociaux sont considérables. Les services de garde publics sont essentiels pour combler l'écart économique entre les genres, permettant aux femmes de rechercher des occasions d'emploi et de travail décent, et de réduire leurs pertes financières en raison de leurs responsabilités familiales. S'assurer que plus de femmes puissent travailler est essentiel à la croissance de l'économie du Canada, et cette croissance fera en sorte que les investissements réalisés dans les services de garde seront récupérés en recettes fiscales. Les femmes travaillant dans le secteur des services de garde méritent de bons salaires et des avantages sociaux, et les familles ne devraient pas avoir à faire des choix difficiles entre le travail et la garde des enfants. Nous voulons tous que nos enfants grandissent dans un environnement qui favorise leur bien-être et leur développement. Il est temps pour le Canada de faire un effort supplémentaire pour que les services de garde publics deviennent une réalité.



RÉFLEXIONS DES GENS SUR LE TERRAIN :

KAREN NUTARAK (Pond Inlet, Nunavut) et TESSA LOCHHEAD (Iqaluit, Nunavut), cofondatrices et codirectrices de l'école maternelle Pirurvik

« LE TRAVAIL DE GARDE D'ENFANTS EST L'UN DES PLUS SOUS-ÉVALUÉS ET DES MOINS APPRÉCIÉS AU CANADA ET PROBABLEMENT DANS LE MONDE ENTIER. AU NUNAVUT, C'EST L'UN DES MÉTIERS QUI COMMANDE LES PLUS BAS SALAIRES, CE QUI CONTRIBUE AU CYCLE DE PAUVRETÉ, MAINTIEN LES TRAVAILLEUSES DANS UN ÉTAT DE VULNÉRABILITÉ, ET MÈNE À UN ROULEMENT ÉLEVÉ DU PERSONNEL — CE QUI AFFECTE INÉVITABLEMENT LES ENFANTS.

Le travail de garde d'enfants est stressant et grandement axé sur la pratique. La rémunération ne correspond pas aux qualifications et aux compétences de ces travailleuses. Nous ne sommes pas valorisées et nous sommes traitées et payées comme des gardiennes, ce qui est démoralisant.

Les écarts et les services disponibles au sein des collectivités du nord et du sud sont énormes. Nous sommes loin et le gouvernement fédéral ne voit pas ce qui se passe ici. Le coût élevé de la vie, en particulier au Nunavut, fait en sorte qu'il est extrêmement difficile de pouvoir se payer une place en service de garde. L'absence de bâtiments (en particulier des bâtiments sécuritaires) pour les services de garde et les prématernelles est un autre problème. Il nous faut plus d'argent pour construire les espaces nécessaires et de former les éducatrices supplémentaires afin que les mères et les enfants aient plus de chances d'accéder à des services de garde convenables.

Les avantages fiscaux ressemblent à une stratégie visant à diviser pour régner. Ces avantages aident seulement certains parents. Ils ne contribuent pas à la qualité des services de garde au Canada et n'offrent pas de soutien aux travailleuses elles-mêmes. Un avantage fiscal aide surtout les parents qui ont déjà des emplois. Mais qu'en est-il des parents qui n'ont pas le temps de trouver du travail parce qu'ils doivent rester à la maison avec leurs enfants? Des services de garde abordables pour tous stimuleraient l'économie et aideraient les gens à sortir du cycle de la pauvreté.»

QUE POUVEZ-VOUS FAIRE?

Devenir un #ChampionPetiteEnfance!

APPORTEZ VOTRE SOUTIEN. Ajouter votre nom en appui au Plan pour des services de garde éducatifs et abordables pour tous à WWW.CHILDCAREFORALL.CA.

CONTACTEZ VOS DÉPUTÉS. Faites-leur savoir que les services de garde d'enfants sont un enjeu important pour vous et votre communauté.

MANIFESTEZ VOTRE APPRÉCIATION. Faites savoir à une éducatrice de la petite enfance dans votre entourage à quel point son travail est apprécié!

To the world's best daycare staff:
Thank you for everything you do for our children every single day. These kids are so lucky to have you influence and shape their lives. We see your commitment, passion, and affection - and we could not be more grateful.

Note de remerciement des parents au personnel de leur service de garde en reconnaissance du travail qu'elles font. Photo : Deborah Schratte, working mom (Vancouver, Colombie-Britannique)



NOTES

1. Fonds des Nations Unies pour l'enfance. (2019). *Un monde prêt à apprendre : Accorder la priorité à une éducation préscolaire de qualité*. New York : UNICEF <https://www.unicef.org/media/51756/file>.
2. M. Moyser et A. Burlock. (2018). *Emploi du temps : la charge de travail totale, le travail non rémunéré et les loisirs*. Statistique Canada. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/180730/dq180730a-fra.htm>. Lorsque les activités simultanées de travail rémunéré et non rémunéré sont incluses, la part des femmes correspond à 65 % de toutes les heures de travail non rémunéré et représente 53,5 % des heures de travail non rémunéré et rémunéré des femmes.
3. Statistique Canada. (2011). *Enquête nationale auprès des ménages*, Catalogue no 99-012-X2011033, Ottawa : Canada
4. Voir *Un plan pour des services de garde éducatifs abordables pour tous* : <https://timeforchildcare.ca/the-affordable-child-care-for-all-plan/?lang=fr>.
5. La Fondation canadienne des femmes. (2018). *Fact Sheet: The Gender Wage Gap in Canada*. www.canadianwomen.org/wp-content/uploads/2018/08/Gender-Wage-Gap-Fact-Sheet_July-2018_FINAL.pdf.
6. Ibid.
7. Statistique Canada. (2018). *L'avènement des femmes dans le milieu de travail*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-630-x/11-630-x2015009-fra.htm>.
8. Fondation canadienne des femmes. (2017). *Fact Sheet: Women and Poverty in Canada*. <https://www.canadianwomen.org/wp-content/uploads/2017/09/Facts-About-Women-and-Poverty.pdf>.
9. Kate McInturff. (2018). Pre-Budget 2018 Consultation Submission. CCPA. <https://www.ourcommons.ca/Content/Committee/421/FINA/Brief/BR9073601/br-external/CanadianCentreForPolicyAlternatives-e.pdf>.
10. Rajeshni Naidu-Ghelani. (2019). *The Cost of Having Children – Women Lose Earnings for 5 Years After Birth: RBC*. <https://www.cbc.ca/news/business/women-children-earnings-1.5079732>.
11. Ibid.
12. Statistique Canada. (2019). *Enquête sur les modes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/190410/dq190410a-fra.htm>.
13. S. Devillard et al. (2017). *The Power of Parity: Advancing Women's Equality in Canada*. McKinsey Global Institute. <https://urlz.com/uL2S>.
14. B. Peterson, R. Mariscal et K. Ishi (2017). *Women Are Key for Future Growth: Evidence from Canada*. Fonds monétaire international : Document de travail 17/166. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/07/19/Women-Are-Key-for-Future-Growth-Evidence-from-Canada-45047>.
15. Ibid.
16. M. Friendly et J. Beach. (2005). *Elements of a High-Quality Early Learning and Child Care System*. Child Care Canada : Toronto: http://www.childcarequality.ca/wdocs/QbD_Elements.pdf.
17. J. Bennett (2008). *Early Childhood Services in the OECD Countries: Review of the Literature and Current Policy in the Early Childhood Field*. Le Bureau de la recherche de l'UNICEF : Innocenti.
18. G. Cleveland. (2018). *Affordable for All: Making Licensed Child Care Affordable in Ontario*. http://www.childcarepolicy.net/wp-content/uploads/2018/03/AFFORDABLE-FOR-ALL_Full-Report_Final.pdf.
19. L. Anderson, M. Ballantyne et M. Friendly. (2016). *Child Care for All of Us: Universal Child Care for Canadians by 2020*. Ottawa : Centre canadien de politiques alternatives. https://www.policyalternatives.ca/sites/default/files/uploads/publications/National%20Office/2016/12/Child_Care_AFB2017_technical_paper.pdf.
20. UNICEF (2008). *The child care transition: A league of table of early childhood education and care in economically advanced countries*. Bilan Innocenti 8. Florence, Italie : Centre de recherches Innocenti de l'UNICEF. <https://www.unicef-irc.org/publications/507-the-child-care-transition-a-league-table-of-early-childhood-education-and-care-in.html>.
21. D. MacDonald et M. Friendly. (2017). *Time Out : Child Care Fees in Canada 2017*. Ottawa : Centre canadien de politiques alternatives. <https://www.policyalternatives.ca/timeout>.
22. G. Cleveland. (2018). *Des services abordables pour tous*.
23. D. MacDonald. (2018). *Les déserts de service de garde au Canada*. Ottawa : Centre canadien de politiques alternatives. <https://www.ledevoir.com/documents/pdf/2019-02-08-garderies-canada.pdf>.
24. Statistique Canada. (2011). *Enquête nationale auprès des ménages*, Catalogue no 99-012-X2011033.
25. Conseil sectoriel des ressources humaines des services de garde à l'enfance (CSRHSGE). (2013). *Selected Survey Findings: A Survey of Centre-Based Early Childhood Education and Care in Canada*. Présentation PowerPoint. <http://www.cscs-cssge.ca/sites/default/files/uploads/Projects-Pubs-Docs/EN%20Pub%20Chart/Speaking%20Notes-%20YBWSC%20Survey.pdf>.
26. G. Cleveland et D. Hyatt. (2002). *Child Care Workers' Wages: New Evidence on Returns to Education, Experience, Job Tenure and Auspice*. *Journal of Population Economics*, 15 (3), 575-597.
27. CSRHSGE (2013). *Selected Survey Findings*.
28. Ibid.
29. Association for Early Childhood Educators Ontario (AECEO). (2017). *Transforming Work in Ontario's Early Years and Child Care Sector*. https://www.aeceo.ca/transforming_work_in_ontario_s_early_years_and_child_care_sector.
30. CSRHSGE (2013). *Selected Survey Findings*.
31. Ibid.
32. B. Forer. (2018). *Wages and Working Conditions Survey: Vancouver Centre-Based Child Care Programs*. Le Westcoast Child Care Resource Centre et la ville de Vancouver.
33. Ibid.
34. AECEO (2017). *Transforming Work in Ontario's Early Years and Child Care Sector*.
35. Centre for Spatial Economics. (2009). *Estimation de la pénurie de main-d'œuvre : Comprendre la pénurie de main-d'œuvre dans les services éducatifs et de garde à l'enfance (SÉGE) et y faire face*. <http://www.cscs-cssge.ca/sites/default/files/uploads/French%20Docs/WFSEstimates-FR.pdf>.
36. CSRHSGE (2013). *Selected Survey Findings*.
37. G. Cleveland. (2018). *Des services abordables pour tous*.
38. Statistique Canada. (2011). *Enquête nationale auprès des ménages*, Catalogue no 99-012-X2011033.
39. B. Adamson et D. Brennan. (2017). *Return of the Nanny: Public Policy Towards In-home Childcare in the UK, Canada and Australia*. *Social Policy and Administration* (51)7, 1386-1405.
40. B. Salami, O. Amodu et P. Okeke-Ihejirika. (2016). *Migrant Nurses and Care Workers Rights in Canada: Addressing Multiple Forms of Migrant Precarity: Beyond "Management" of Migration to an Integrated Rights-Based Approach*. Document de travail 2016-9 de l'UNRISD.

41. Ibid.
42. C. Lye. (2015). *Thousands of Temporary Foreign Workers Face Deportation Due to Program Changes*. CTV Edmonton, March 21. <https://edmontonjournal.com/news/local-news/deadline-to-leave-canada-could-force-some-temporary-foreign-workers-into-underground-economy>; A. Macklin. (2015). *And Just Like That, You Are an Illegal Immigrant*. *National Post*, March 19. <https://nationalpost.com/opinion/audrey-macklin-poof-now-youre-an-illegal-immigrant>; S. Spratt. (2015). *Deadline to Leave Canada Could Force Some Temporary Foreign Workers into "Underground Economy."* *Edmonton Journal*, April 1. <http://edmonton.ctvnews.ca/thousands-of-temporary-foreign-workers-facedeportation-due-to-program-changes-1.2291439>.
43. J. Oxman-Martinez, M. Lacroix et J. Hanley. (2005). *Les victimes de la traite des personnes : Points de vue du secteur communautaire canadien*. Ottawa : Ministère de la Justice du Canada, Division de la recherche et de la statistique. https://www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/jp-cj/tp/rr06_3/rr06_3.pdf.
44. Parkdale Community Legal Services. (2018). *Rapport annuel 2017-2018*. https://www.parkdalelegal.org/wp-content/uploads/2018/11/Annual_Report_2017-2018.pdf.
45. B. Adamson et D. Brennan. (2017). *Return of the Nanny*.
46. Voir https://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_INSTRUMENT_ID:2551460.
47. Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation internationale du travail, Fonds monétaire international.
48. B. Peterson, R. Mariscal et K. Ishi (2017). *Women Are Key for Future Growth*.
49. Centre canadien de politiques alternatives. (2018). *Le budget fédéral alternatif 2018 : Objectif en vue*. Ottawa.
50. A. Moscovitch et N. Falvo (2017). *The Introduction and Evolution of Child Benefits in Canada*. Behind the Numbers. <http://behindthenumbers.ca/2017/04/27/introduction-evolution-child-benefits-canada/>.
51. C. Malanik. (2015). *Les dépenses fédérales au titre de la garde d'enfants et leurs bénéficiaires*. Bureau du Directeur parlementaire du budget. http://publications.gc.ca/collections/collection_2016/dpb-pbo/YN5-80-2015-fra.pdf.
52. B. Peterson, R. Mariscal et K. L'Isi. (2017). *Women Are Key for Future Growth: Evidence from Canada*. FMI. <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2017/07/19/Women-Are-Key-for-Future-Growth-Evidence-from-Canada-45047>.
53. Rajeshni Naidu-Ghelani. (2019). *The Cost of Having Children—women lose earnings for 5 years after birth: RBC.* Publié en ligne à <https://www.cbc.ca/news/business/women-children-earnings-1.5079732>
54. M. McCluskey. (2018). *The Global Legacy of Quebec's Subsidized Child Daycare*. <https://www.citylab.com/equity/2018/12/affordable-daycare-subsidized-child-care-working-mom-quebec/579193/>.
55. A. Lavoie, L. Gringas et N. Aude (2014). *La qualité éducative dans les garderies non subventionnées. Faits saillants, l'Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs 2014*. Québec : Institut de la statistique du Québec.
56. L'organisation Un Enfant, Une Place au sujet du *Plan pour des services de garde éducatifs et abordables pour tous* : <https://timeforchildcare.ca/the-affordable-child-care-for-all-plan/?lang=fr>



OXFAM

Canada